

Florence Faucher et Vincent Tiberj

« Après les attentats de 2015, on a vu une opinion publique de plus en plus ouverte à l'égard des minorités »

Les actions et discours gouvernementaux qui ont suivi les attaques terroristes ont joué un rôle majeur dans la résilience de la société, estiment la politiste et le sociologue, qui s'inquiètent aujourd'hui d'un récit plus sécuritaire et d'une « rhétorique de la division »

ENTRETIEN

Le constat peut sembler contre-intuitif. Selon une équipe de chercheurs en sciences sociales qui a étudié l'impact sur l'opinion publique des attentats de 2015 et 2016, la société française est ressortie plus tolérante et moins raciste des années sombres qui ont vu se succéder les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher (en janvier 2015), le Bataclan et les terrasses de cafés parisiens (en novembre 2015), ainsi que sur la promenade des Anglais à Nice (en juillet 2016). Pour la politiste Florence Faucher et le sociologue Vincent Tiberj, deux des coauteurs de l'ouvrage qui réunit ces travaux (*Face aux attentats*, PUF, 108 pages, 9,50 euros), les récits politiques et médiatiques construits autour des attentats ont joué un rôle important dans l'évolution de l'opinion.

Vous montrez que les préjugés racistes et l'intolérance ont globalement diminué depuis trente ans en France. Comment parvenez-vous à ce résultat ?

Vincent Tiberj : Chaque année, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) publie un *Rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie* dans lequel elle dresse un bilan de l'évolution, à la fois des actes et des préjugés racistes en France. Dans ce cadre, j'élabore un « indice longitudinal de la tolérance », construit à partir de 69 séries de questions, qui mesure l'état d'esprit d'un échantillon représentatif de la population à l'égard des minorités juive, noire, musulmane, tzigane... Cet indicateur offre une photographie régulière de la tolérance dans la société française depuis trente ans, et montre qu'entre 1990 et 2019 les préjugés racistes ont connu une diminution significative. Cette évolution sur le temps long peut s'expliquer par le renouvellement des générations et l'accroissement du niveau d'éducation dans la population. Mais elle subit toutefois de fortes variations ponctuelles, que l'on peut mettre en lien avec des événements particuliers. En effet, des travaux sociologiques montrent que les valeurs de tolérance demeurent fragiles. Des dispositions à l'intolérance peuvent apparaître en fonction du contexte politique ou à l'occasion d'un événement particulier.

Vous avez étudié l'impact des attentats de 2015 et 2016 sur l'opinion publique vis-à-vis de l'islam et des musulmans. Qu'avez-vous constaté ?

V. T. : Alors que cette période a entraîné une hausse importante des actes antimusulmans dans les semaines qui ont suivi les attentats, on aurait pu s'attendre à ce que l'intolérance et les préjugés augmentent aussi. Or on a vu exactement l'inverse. Dès février 2015, un mois après l'attaque de *Charlie* et de l'Hyper Cacher, les indicateurs témoignent d'une opinion publique de plus en plus ouverte à l'égard des minorités. Deux enquêtes réalisées

en 2016, l'une après le Bataclan, l'autre après l'attentat de Nice, confirment cette progression. Au total, entre 2014 et 2017, on constate une hausse de 14 points des indicateurs de la tolérance. Il s'agit d'un basculement important. A titre de comparaison, aux Etats-Unis, les attentats du 11 septembre 2001 ont été suivis d'une montée en force, non seulement des actes antimusulmans, mais aussi des préjugés et de la xénophobie, vraisemblablement attisée par la mise en place de politiques publiques de surveillance à l'égard des musulmans américains. Cette réaction s'apparente au mouvement théorisé par la politiste australienne Karen Stenner, spécialisée en psychologie politique, de « dynamique autoritaire », qui peut se développer lorsque la population a le sentiment que le pays est menacé.

Comment expliquer qu'une telle « dynamique autoritaire » ne se soit pas mise en place en 2016 en France ?

Florence Faucher : Les réactions des politiques et des médias ont joué un rôle majeur dans l'attitude adoptée par la société après les attentats de 2015 et 2016. En effet, plus que l'événement lui-même, le cadrage interprétatif qui en est fait oriente la réaction de l'opinion publique. Dans la gestion des crises politiques, la réponse des gouvernements joue un rôle important car elle donne sens à ce qui se passe et construit, en mots et en actes, la cohésion nationale. On constate par ailleurs souvent qu'à court terme, face à un événement traumatique, les citoyens font bloc



EN 2015 ET 2016, LE POLITIQUE NE S'EST PAS ÉGARÉ DANS LA RECHERCHE D'UN BOUC ÉMISSAIRE. IL A PRODUIT UN RÉCIT D'UNITÉ NATIONALE, DISTINGUANT CLAIEMENT DJIHADISME ET ISLAM

autour de l'exécutif. Celui-ci bénéficie d'un temps d'avance dans la définition de la situation et d'un potentiel de confiance. Cependant, quand cette réaction n'est pas adaptée, voire fait défaut, comme lorsque George Bush n'a pas fait le voyage à La Nouvelle-Orléans après l'ouragan Katrina, en 2005, la cohésion a tendance à se dégrader rapidement.

V. T. : Le récit construit par les politiques et les médias autour d'un événement détermine le sens qui lui est donné et peut empêcher la mise en place d'une « dynamique autoritaire » dans l'opinion. Après une crise majeure comme un attentat ou des émeutes, les discours des responsables politiques ont une influence sur l'évolution de l'opinion. On a vu par exemple la xénophobie remonter sensiblement en 2005, alors que le cadrage autour des émeutes en banlieue a plus souvent invoqué l'islam et les musulmans que la rélegation urbaine, les discriminations ou les violences policières. En 2015 et 2016, le politique ne s'est pas égaré dans la recherche d'un bouc émissaire. Il a produit un récit d'unité nationale, distinguant clairement djihadisme et islam, qui a contribué à la résilience de la société, malgré un certain nombre d'indicateurs qui pouvaient laisser craindre une montée du racisme.

Comment ce récit politique sur les attentats s'est-il construit ?

F. F. : Le recours au symbolique est un instrument important dans la construction de l'unité nationale en temps de crise. En 2015, le gouvernement a fait appel aux symboles pour éviter les violences intercommunautaires que laissaient craindre les remontées du terrain. Le président François Hollande a ainsi maintenu la rencontre prévue le 8 janvier avec les représentants des cultes et invité les partis politiques à l'Élysée. L'exécutif a soutenu très vite l'idée d'une marche républicaine, proposée dès le 7 janvier par des associations et reprise par la gauche parlementaire : il a joué un rôle essentiel dans son organisation, mettant en scène la cohésion républicaine avec la présence des différentes composantes de la société – syndicats, associations mais aussi population – et de la représentation politique nationale (et internationale). Des consignes ont été données pour qu'il n'y ait ni slogans ni bande-

roles, pour être le plus inclusif possible et aussi pour prévenir toute accusation de récupération politique. Ceci a participé à la construction d'un « esprit du 11 janvier », tel que l'a appelé le premier ministre Manuel Valls. Tous ces gestes ont contribué à un apaisement et une forme de résilience.

En novembre 2015, les réactions ont été plus contrastées, il y avait dans la population une demande de fermeté. Sur les réseaux sociaux étaient postés des appels patriotiques à l'engagement militaire. L'opposition était réticente à apporter le même soutien sans faille qu'en janvier, car les élections régionales étaient prévues trois semaines plus tard. Elle ne voulait pas redonner un blanc-seing au gouvernement. Elle a applaudi le discours au Congrès et parlé de « solidarité » plutôt que d'« unité », puis les débats ont été vifs à l'Assemblée nationale. Les mesures annoncées par le gouvernement – l'état d'urgence et la déchéance de nationalité – ont fait appel à d'autres symboles. Avec la deuxième proposition, François Hollande voulait faire un pas vers la droite pour tenter de reconstruire une certaine communion nationale. L'opposition, on s'en souvient, était d'ailleurs venue de la gauche. Le projet a été abandonné.

A la lumière de ces travaux, comment analysez-vous les réactions politiques qui ont suivi les attentats de cet automne 2020 ?

F. F. : La cérémonie en hommage à Samuel Paty dans la cour de la Sorbonne mobilise, bien sûr, le registre du symbolique en réaffirmant l'importance des enseignants de la République dans la formation de l'esprit critique des citoyens. En revanche, la temporalité des mesures annoncées depuis n'est pas la même qu'en 2015, où des semaines de consultations et des rapports parlementaires ont précédé les décisions. On a le sentiment qu'Emmanuel Macron veut aussi paraître aller vite et donner de la visibilité à ces réponses, pour affirmer la force et la cohésion de la République et montrer la réactivité de l'État. Les mesures non plus ne sont pas de même nature qu'après janvier 2015, où la dimension sociale a été privilégiée avec des annonces concernant l'école et les banlieues. Le gouvernement met aujourd'hui l'accent sur le volet sécuritaire, en lien avec le projet législatif sur la lutte contre les séparatismes. L'unité nationale mise en scène cette fois est plus intransigeante. Bien sûr, cet événement s'inscrit aussi désormais dans une série, ce qui n'était pas le cas en janvier 2015, et il est d'ailleurs probable que certaines des mesures annoncées étaient déjà prêtes.

V. T. : Il est un peu tôt pour juger mais je m'inquiète d'entendre des discours qui mettent en cause les « rayons communautaires » des supermarchés, accusent les sciences sociales d'« islamo-gauchisme », ou appellent à un régime d'exception. Cette rhétorique de division s'apparente à celle qu'on pouvait entendre aux Etats-Unis après les attentats de 2001. De tels propos existaient aussi en 2015 en France, mais ils émanaient de l'extrême droite et suscitaient à l'époque de vives réactions dans la classe politique. Les récents attentats semblent avoir balayé la recherche d'équilibre que l'on pouvait percevoir, le 2 octobre, dans le discours d'Emmanuel Macron sur la lutte contre les séparatismes. Les discours d'unité et de solidarité sont moins produits, donc moins audibles, et cela peut laisser craindre une dynamique autoritaire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE LEGROS



YANN LEGENDRE